Date de publication : 5 novembre 2026

La Ferté-Bernard

EN 072 132 26 Z0014	
Date de dépôt	16 octobre 2026
Demandeur	AFM MENUISERIE représenté par Monsieur Antoine FAIVRE
Projet	Modification d'une enseigne
Terrain	4 rue du 4 septembre 72400 La Ferté-Bernard
Référence cadastrale	BV 21

ARRÊTÉ D'URBANISME
ACCORDANT L'INSTALLATION D'UNE ENSEIGNE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
072-217201326-20261104-ARR26-736-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 04/11/2026

ARRETE N° 26-736

Le Maire

VU la demande d'autorisation préalable enregistrée sous le n° EN07213226Z0014, concernant l'installation d'une enseigne sur un immeuble sis 4 rue du 4 septembre - 72400 La Ferté-Bernard, déposée le 16 octobre 2026 par AFM MENUISERIE représenté par Monsieur Antoine FAIVRE, La Plissonière – 61130 Saint-Germain-de-la-Coudre,

VU la loi du 22 août 2021 conférant aux maires la compétence en police de la publicité,

VU le code de l'Environnement, notamment ses articles L.581-18 et L.581-21, R.581-9 à R.581-13, R.581-16 et R.581-58 à R.581-65,

VU le Règlement Local de Publicité intercommunal applicable sur le territoire de La Ferté-Bernard approuvé en date du 30 juin 2025 par le conseil communautaire du Perche Emeraude et exécutoire en date du 1er février 2026,

VU les dispositions relatives s'appliquant aux enseignes sur la Zone 2 : Espaces patrimoniaux en agglomération ;

VU le règlement du Site Patrimonial Remarquable de La Ferté-Bernard (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) approuvé en date du 26 juin 2023 par le conseil communautaire du Perche Emeraude et exécutoire en date du 19 aout 2023,

VU l'accord, de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 28 octobre 2026,

CONSIDÉRANT que le projet envisagé se situe aux abords d'un monument historique et dans le périmètre du site patrimonial remarquable de La Ferté-Bernard ;

CONSIDÉRANT que l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France est requis et qu'il convient, à cet égard, de prescrire des mesures adaptées ;

CONSIDÉRANT que l'Architecte des Bâtiments de France donne son accord ;

CONSIDÉRANT que l'installation projetée est conforme aux dispositions du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) et du Code de l'environnement ;

/...

Ref. 20152/26 Berger-Levrault (3859)

.../

ARRETE

ARTICLE 1 : L'installation de l'enseigne, selon les descriptifs et plans joints au dossier, sur l'immeuble sis 4 rue du 4 septembre - 72400 La Ferté-Bernard, **est accordée** à AFM MENUISERIE représenté par Monsieur Antoine FAIVRE.

ARTICLE 2 : Les travaux devront être exécutés dans un délai de deux ans après la présente autorisation. A défaut, elle sera caduque de plein droit.

ARTICLE 4 : L'article R.581-58 du code de l'environnement rappelle que l'enseigne doit être « *maintenue en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale.* »

ARTICLE 5 : En application du Règlement local de publicité intercommunal (RLPi), l'enseigne devra être retirée par l'exploitant dans un délai de trois mois suivant la cessation de l'activité.

ARTICLE 6 : Copie du présent arrêté est transmis à :

- AFM MENUISERIE représenté par Monsieur Antoine FAIVRE
- Monsieur Le Préfet de la Sarthe
- La Police Municipale

Fait à La Ferté-Bernard, le 2 novembre 2026

Pour le Maire et par délégation
La première Adjointe,

MAIRIE de la FERTE-BERNARD

Sylvie SEQUEIRA

Voies et délais de recours : Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification, les recours suivants peuvent être introduits *conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- **un recours gracieux**, adressé à M. le Maire de La Ferté-Bernard
  Service de l'urbanisme
  13 rue Viet 72400 La Ferté-Bernard

Dans ce cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de ce recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif de Nantes, 6 allée de l'île-Gloriette 44000 Nantes

Ref. 201524 Berger-Levrault (1309)